

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Le samedi 14 mai 1994



Larose et Laviolette élus

Les débats s'enclenchent

Le congrès a donné lieu hier à plusieurs rebondissements, alors que se sont finalement enclenchés les débats sur les propositions touchant la réorganisation de nos ressources et le travail, une responsabilité collective.

Le congrès a fait sienne la proposition d'étape devant nous conduire au congrès spécial de février 1995. Plusieurs interventions ont fait ressortir les difficultés qui auraient résulté, pour la CSN, si on avait adopté de laisser sur table cette proposition jusqu'en février.

Le débat portant sur l'ensemble des questions relatives au travail, à son partage, à sa réduction sous une

forme compensée ou non s'est animé en fin de journée. Il reprend ce matin.

Élections

Le président Gérald Larose a été réélu pour un septième mandat à la direction de la centrale. Il a recueilli 82% des voix exprimées.

Par contre, à la troisième vice-présidence, un métallurgiste d'Expro, à Valleyfield, Marc Laviolette, a défait Céline Lamontagne. Cette dernière, élue en 1986, s'est occupée plus particulièrement des questions de santé et de sécurité au travail, de même que de l'environnement. Nous la saluons fraternellement.



Le budget 94-96 est adopté

Par Maroussia Kishka

Le congrès de la CSN a adopté un budget serré qui, tout en amorçant un redressement des finances, vise à soutenir les syndicats en lutte au cours des deux prochaines années. «Un budget difficile», a souligné le trésorier Léopold Beaulieu lorsqu'il s'est adressé aux congressistes.

LA RÉCESSION fait en sorte que les revenus de la centrale resteront au même niveau qu'en 1992, alors que les dépenses ont tendance à augmenter au même rythme que l'inflation.

Il fallait donc prendre plusieurs mesures pour assurer un budget de fonctionnement équilibré sans hausser les cotisations.

Ce n'est qu'après un long débat sur la pertinence des compressions prévues au budget de fonctionnement de 41 millions \$ que les délégués ont entériné la propo-



Léopold Beaulieu

sition soumise au congrès. Les dépenses de fonctionnement seront donc coupées

Hausse des prestations pour les grévistes

Dès le 29 mai, les grévistes verront leur prestation augmenter de 10 à 12%, soit 6 à 8% de plus que le taux d'inflation prévu pour 1994-1996.

«Nous tenions à confirmer le rôle fondamental de soutien aux grévistes qu'a le FDP», explique Léopold Beaulieu.

Ainsi, les prestations de la 3e à la 5e semaine seront

de 110 \$; de la 6e à la 15e de 140 \$ et, à compter de la 16e, de 170 \$.

Les allocations de soutien aux syndicats en grève seront aussi ajustées dans la même proportion, tout comme les prestations aux personnes congédiées et aux personnes suspendues pour activités syndicales.

de 1,5 million \$ et les revenus augmentés de 1,7 M \$ grâce à une contribution du Fonds de soutien extraordinaire.

Les délégués ont en outre adopté un amendement afin de réduire de 28% le budget de *Nouvelles CSN*, ce qui représente une compression additionnelle de 240 000 \$

Également, les dépenses de fonctionnement et de campagnes financées à

même le budget du Fonds de défense professionnelle sont réduites de quelque 2 millions \$.

Cependant, le congrès a entériné un relèvement budgétaire du FDP pour venir en aide aux syndicats en conflit. Le déficit prévu du FDP, d'un peu plus de 7,5 millions \$, sera en partie épongé par une réduction de l'avoir net accumulé lors des exercices antérieurs.

Après 30 ans, Beloit a fermé hier son usine de Sorel

par Michel Crête

L'ÉMOTION était à fleur de peau et découpable au couteau, hier midi, à la Brasserie L'Industrielle, à Tracy. Des travailleurs de Beloit y étaient réunis: le coup de midi venait de sonner la fermeture définitive de leur usine où, depuis une trentaine d'années, on a fabriqué des machines à papier (presses, rouleaux, etc). Pour l'occasion, le comité exécutif du syndicat a réuni ses membres autour d'un mets régional bien apprécié: la célèbre giblotte de Sorel. Déterminés à sauver les emplois, les représentants syndi-

caux ont élaboré un projet pour maintenir un centre d'entretien et de fabrication de machines à papier dans cette région ou encore un projet pour y assembler, ajuster, monter, souder d'autres produits mécaniques. Le projet repose notamment sur la participation financière des travailleurs, du Mouvement Desjardins, d'organismes régionaux et de la Ville de Tracy. Sérieux, le syndicat a commandé une étude de marché et de faisabilité. L'américaine Beloit a rapatrié sa production au Wisconsin et installé son centre de services en Ontario.

Signons la pétition!

Par Louis-Serge Houle

LES PERSONNES âgées sont parmi les plus touchées par les politiques néo-libérales. Après les compressions dans le réseau de la santé et des services sociaux, qui les affectent directement, voilà que nos aînés sont maintenant victimes des réformes fiscales. Le gouvernement fédéral, à travers le projet de réforme des pensions de vieillesse et de l'abolition de l'universalité du crédit d'impôt, attaque sévèrement le revenu des personnes âgées,

qui vivent pour la plupart sous le seuil de la pauvreté.

Dans le cadre des pressions qu'elle exerce pour s'opposer contre toute mesure gouvernementale de nature à réduire ces revenus, l'AQDR a demandé et obtenu du congrès de l'appuyer en invitant les membres de la centrale à signer la pétition qu'elle fait actuellement circuler. Cette pétition figure en annexe du rapport du Comité des questions de privilège déposé hier.



Belinda Zubicueta

La dernière prisonnière politique à être libérée au Chili, Mme Belinda Zubicueta, a été présentée au congrès, qui l'a chaleureusement applaudie. Elle a été emprisonnée pendant sept ans et demi sous la dictature de Pinochet, qui a pris fin il y a quelques années.

Aide directe aux garderies

Une mesure intéressante, fourbe et inquiétante

Par Lucie Laurin

Le budget déposé jeudi soir par le ministre des Finances contenait plusieurs dispositions touchant les garderies, dont plusieurs éducatrices affiliées à la CSN sont en grève. En conférence de presse hier, les porte-parole syndicaux ont commenté les mesures gouvernementales.

INTÉRESSANTE. Fourbe. Inquiétante. Ce sont là les qualificatifs qu'a empruntés la vice-présidente Claudette Carbonneau en commentant la subvention de 6,5 millions \$ annoncée dans le budget Bourbeau et destinée à relever de 1 \$ l'heure les salaires des éducatrices en garderie.

Intéressante parce que, pour la première fois, le gouvernement admet enfin sa responsabilité par rapport au traitement des éducatrices en garderie. «Mais c'est en même temps une mesure fourbe, parce qu'elle incite les parties à inscrire l'augmentation salariale dans les conventions collectives. Or, qu'arrivera-t-il en octobre, quand elle prendra fin? Ce sont les conseils d'adminis-

tration qui devront garantir le maintien de l'augmentation salariale en haussant les tarifs des frais de garde!» Enfin, c'est également une mesure inquiétante, en ce qu'elle ne règle en rien le problème de sous-financement des garderies, problème qui peut devenir source de conflit entre les parents et les éducatrices.

«Nous avons renforcé nos liens de solidarité avec les parents; nous ne voudrions surtout pas avoir notre augmentation de salaire sur leur dos!», a renchéri Mireille Bénéard, présidente du Syndicat des travailleuses en garderie de Montréal. La table provinciale des garderies est réunie aujourd'hui pour décider de la stratégie à venir. Peut-être les grévistes



Mireille Bénéard

décideront-elles de rentrer au travail, mais il est certain qu'elles ne se satisferont pas de l'augmentation offerte par le gouvernement, a-t-elle expliqué.

Une mesure d'équité

Par ailleurs, la CSN applaudit à la décision de transformer la déduction pour frais de garde en crédit d'impôt remboursable, une

mesure qu'elle réclamait depuis longtemps, ainsi que plusieurs groupes progressistes. «Mais il y a quelque chose d'odieux dans le fait d'attendre qu'une poignée de femmes qui ne gagnent que 9,73 \$ l'heure fassent la grève avant de mettre en place une mesure d'équité fiscale qui s'imposait depuis longtemps», a commenté Claudette Carbonneau.

Peerless

Le syndicat souhaite un acquéreur

Par Michel Crête

LE 12 MAI, la compagnie de tapis Peerless a déposé une offre globale de 6 millions \$ en vue d'acquérir les actifs (l'équipement, l'inventaire, les matières premières, etc) de la compagnie Soreltex. Celle-ci est en faillite depuis la mi-mars, semant ainsi le désarroi chez les quelque 225 employés. Selon nos informations, l'offre de Peerless serait une des plus importantes parmi la quarantaine reçue par le syndicat qui

s'est vu confier le mandat d'administrer cette faillite. C'est au courant de la semaine prochaine que le syndicat devrait faire savoir quel groupe a acquis l'usine soreloise. À la CSN, on souhaite qu'un seul groupe rentre en possession des actifs de l'usine afin de repartir la production le plus rapidement et sauver des emplois. De plus, on souhaite que l'éventuel acquéreur reconnaisse le syndicat.

Deux amies de la CSN honorées

Donna Mergler et Karen Messing, que plusieurs délégués connaissent à cause de leurs recherches dans le domaine de la santé au travail, ont reçu conjointement le «Mérite» du YWCA dans la catégorie «science et technologie». Elles ont tenu à souligner que c'est leurs contacts avec les travailleurs et travailleuses, lors de sessions de formation, qui inspirent leurs recherches visant à identifier les facteurs qui portent atteinte à la santé dans les environnements de travail, et à proposer des procédés de rechange. Toutes deux formées à McGill, c'est à l'Université du Québec à Montréal qu'elles ont voulu travailler. Six autres «Mérites» ont été décernés dans les catégories des affaires, de l'éducation, des arts et de la culture, de la santé, des services communautaires, des sports et loisirs, lors d'une soirée à laquelle ont participé 650 personnes jeudi soir.

Syndicalisme et violence conjugale

IL Y A DE FORTES CHANCES qu'il y ait, parmi nous, des compagnes de travail victimes de violence, des compagnons qui sont des agresseurs ou simplement des hommes et des femmes qui en sont témoins. Les répercussions au travail sont inévitables. Elles affectent l'assiduité, la concentration, le rendement, la stabilité affective et les comportements au travail. Certains conjoints se servent aussi des lieux de travail pour maintenir le contrôle sur leurs compagnes, les intimidant de différentes manières. Toutefois, pour beaucoup de femmes, le milieu de travail représente un refuge les mettant à l'abri de la violence de leur conjoint. C'est pourquoi il est important de fournir de l'aide à celles et ceux qui la sollicitent. Cela signifie être sensibilisé au problème en étant attentif, soit en les dirigeant vers le programme d'aide aux employés dont la confidentialité est assurée, soit encore, en communiquant les informations sur les ressources extérieures disponibles.

Créer un milieu de travail qui plus qu'un refuge, devienne un cadre réceptif aux difficultés des personnes qui y vivent contribuera à enrayer la violence subie par les femmes et aussi, espérons-le, à éliminer les attitudes et comportements violents des hommes à l'égard des femmes.

(Brochure «Mettre fin à la violence conjugale contre les femmes»)

Canada first Québec libre

Pendant que Robert Bourassa en est rendu à la page 369 dans sa cinquante-troisième relecture du *Tricheur* et qu'il se demande encore comment il se fait que cela se soit su, tant il était assuré d'avoir si bien brouillé les pistes que plus personne ne s'y retrouverait, d'autres ont pris la relève.

Mais comme tout finit par se savoir, cela s'est su que Robert Bourassa n'était pas un gambler, mais un tricheur. Ce n'est pas pareil.

On aura intérêt à se souvenir de ces pratiques libérales pour suivre de près les circonvolutions constitutionnelles de Daniel Johnson et de ses acolytes, histoire de ne pas s'en laisser conter. Surtout que les prochaines semaines électorales seront propices aux conversions subites, aux professions de foi suspectes et aux inévitables retournements de veste qui accompagnent, en ces périodes, les étalages publics d'états d'âme privés.

Daniel junior a déjà entrepris son virage.

Lui qui avait lancé sa campagne, en octobre, sous le thème «Canada first et avant tout...», atténuait en janvier cet élan dont on lui avait fait comprendre, entretemps, qu'il n'était pas très rentable électoralement. «Ma réponse était incomplète et inadéquate», a-t-il avoué, l'oeil rivé sur les prochains sondages.

Sa ministre Liza Frulla, vers la même période, déclarait de son côté que «le Québec est déjà libre parce qu'il s'est déjà donné les moyens de sa réussite.» Elle vient pourtant d'abandonner l'un de ces moyens — capital en ces temps d'autoroute électronique —, et qui faisait partie des revendications historiques du Québec: les communications. C'est d'ailleurs Daniel Johnson père qui avait le mieux affirmé la volonté québécoise de rapatrier cette compétence, sur la téléphonie entre autres.

Faudrait faire appel aux tables tournantes pour savoir ce qu'il pense aujourd'hui de son garçon...

Michel Rioux



LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination
Henri Jalbert
Michel Rioux

Conception graphique
Jean Gladu

Rédaction
Michel Crête
Guy Ferland
Louis-Serge Houle
Thérèse Jean
Maroussia Kishka
Marc Laforge
Luc Latraverse
Lucie Laurin
Jean-Pierre Paré
Jacinthe Pilon
Jacqueline Rodrigue

Mise en page
Louis-Serge Houle
Henri Jalbert
Jean Gladu
Jean-Pierre Paré

Collaboration
Clément Trudel

Photographes
Alain Chagnon
Michel Giroux

Caricaturiste
Garnotte

Soutien technique
Lyne Beaulieu

Impression
Imprimerie de la CSN

Distribution
L'équipe du congrès



De la CSN à... un peu partout!

Par Michel Rioux

Personne — et surtout pas le principal intéressé —, n'aurait pensé que Michel Chartrand se retrouverait un jour sous-ministre. C'est plutôt avec les travailleurs accidentés, à la FATA, qu'il a poursuivi son travail militant à son départ du mouvement. Plusieurs autres, par contre, ont cependant connu, et connaissent encore, une seconde carrière dans la haute fonction publique.

Roger Mathieu a présidé la CSN de 1957 à 1961. C'était un journaliste de *La Presse* et son syndicat avait dû faire grève pour qu'il obtienne un congé sans solde pour occuper la fonction syndicale à laquelle il avait été élu. Plusieurs années plus tard, après avoir occupé un temps le poste d'éditeur de *La Presse*, il était nommé vice-président de la Commission des accidents du travail, qui devait devenir plus tard la CSST. Vers la même période, un ancien salarié de la FEESP, **Jean-Marc Jodoin**, était aussi nommé à la vice-présidence de cet organisme.

Aujourd'hui, **Jean Thibault**, secrétaire général de la CSN de 1972 à 1977, apparaît souvent sur les écrans de Télé-université, où il explique les lois sur la santé et la sécurité au travail. André Laurin, figure de proue dans la lutte pour la défense des consommateurs dans les années 60, a lui aussi travaillé à la CSST. **Raymond Couture**, un autre salarié qui a fait sa marque pendant des décennies dans le mouvement, en particulier dans la direction de grèves, dont celle des réalisateurs de Radio-Canada en 1957, s'est retrouvé à la CSST à la fin des années 70.

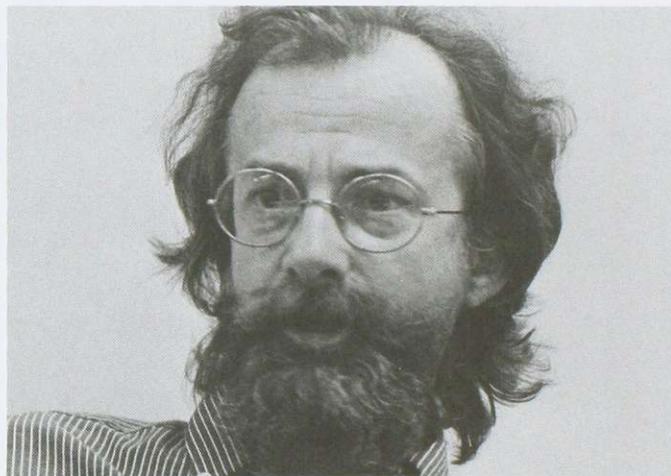
Nous avons longuement parlé de **Raymond Parent** dans le *Quotidien du congrès*

de 1992. Secrétaire général de la CSN de 1968 à 1972, il a occupé la présidence du Conseil consultatif du travail

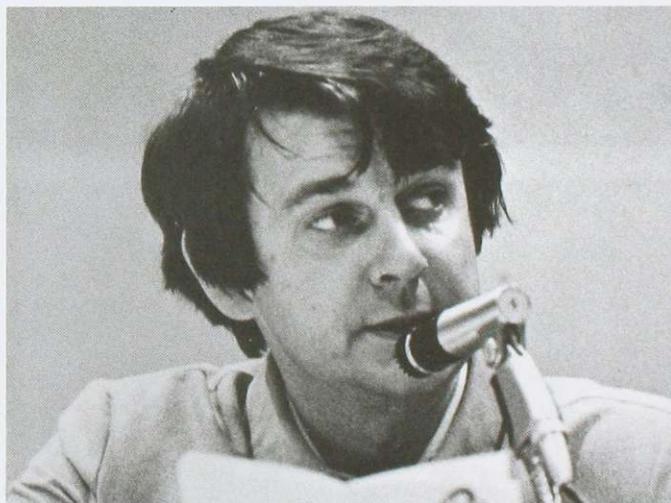
et de la main-d'oeuvre pendant une dizaine d'années. Il a pris sa retraite l'année dernière.



Norbert Rodrigue, présent lundi au congrès, préside aujourd'hui l'important Conseil des affaires sociales.



Président de la FNEEQ et coordonnateur des négociations dans le secteur public en 1979, **Marcel Gilbert** est aujourd'hui haut fonctionnaire au Conseil du Trésor.



Jean Thibault a été secrétaire général de la CSN de 1972 à 1977. Il est aujourd'hui à la CSST.

Norbert Rodrigue a présidé la FNS-FAS, a été vice-président et président de la CSN, de 1976 à 1982 dans ce dernier cas. Il vient d'être nommé à la présidence de l'important Conseil des affaires sociales. Donatien Corriveau a lui aussi présidé la FAS et la CSN; il a siégé pendant quelques années au Conseil des services essentiels.

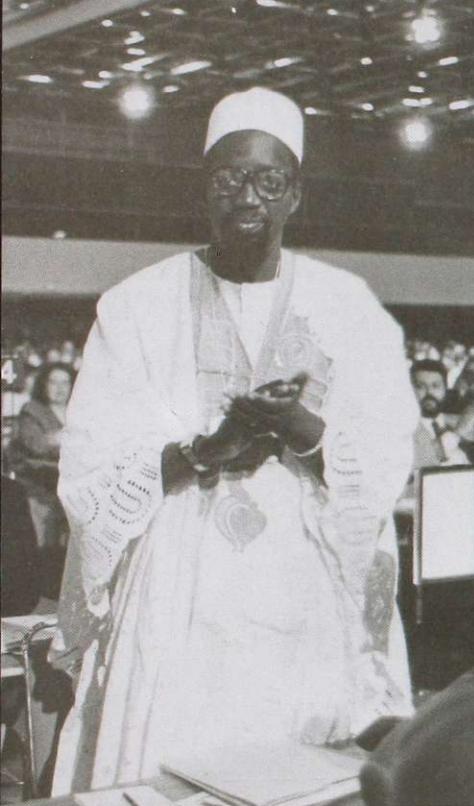
Président de la FNEEQ au milieu des années 70 et coordonnateur des négociations de 1979 dans le secteur public, **Marcel Gilbert** est actuellement au Conseil du Trésor. Un autre président de la FNEEQ, **Claude Gauthier**, a présidé durant quelques années le Comité sur la formation professionnelle du Conseil des collèges. Il est depuis retourné enseigner au Cégep de Saint-Jean.

Jean-François Munn, un avocat de la CSN, a coordonné les négociations de 1982. Il se retrouve aujourd'hui en charge des négociations dans le secteur public, mais de l'autre côté de la table cette fois.

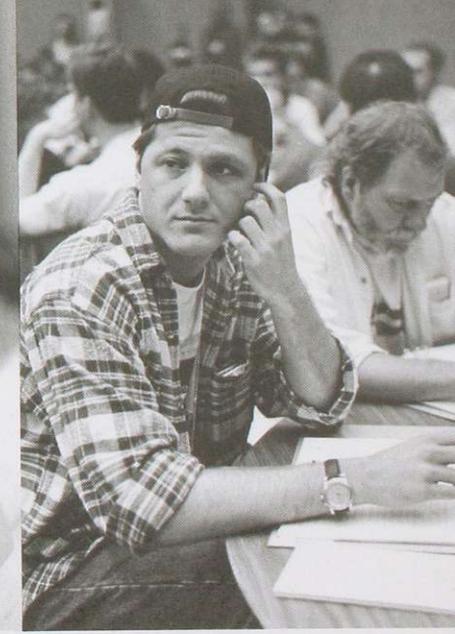
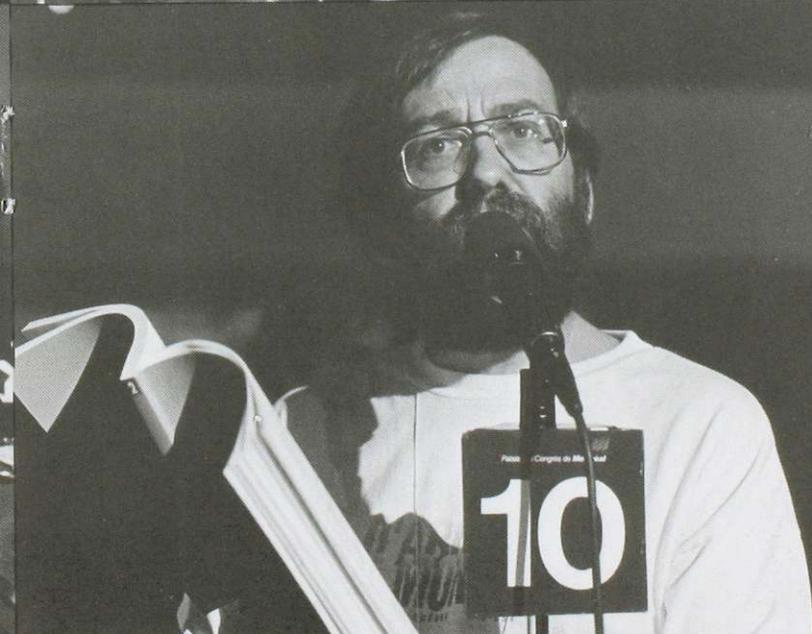
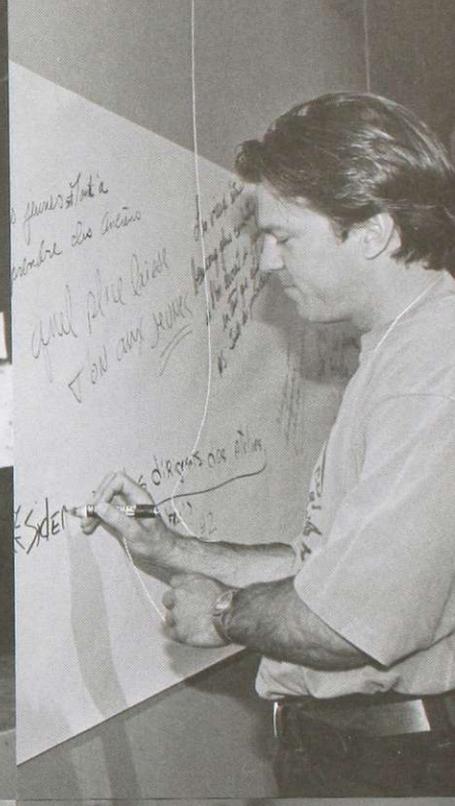
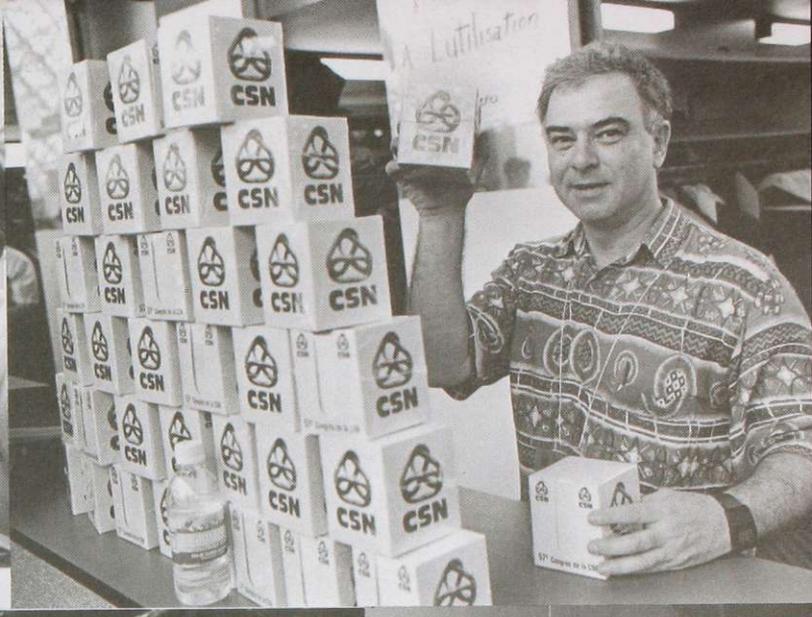
Salarié à la FAS et à la FNEEQ avant de devenir adjoint au comité exécutif pendant neuf ans, **Pierre Lamarque** a dirigé Urgences-santé à Montréal pendant cinq ans. Il était nommé sous-ministre adjoint à la Santé et aux services sociaux il y a quelques semaines.

Paul Cliche, enfin, salarié à l'action politique et à l'information, est allé à l'Office de protection des consommateurs.

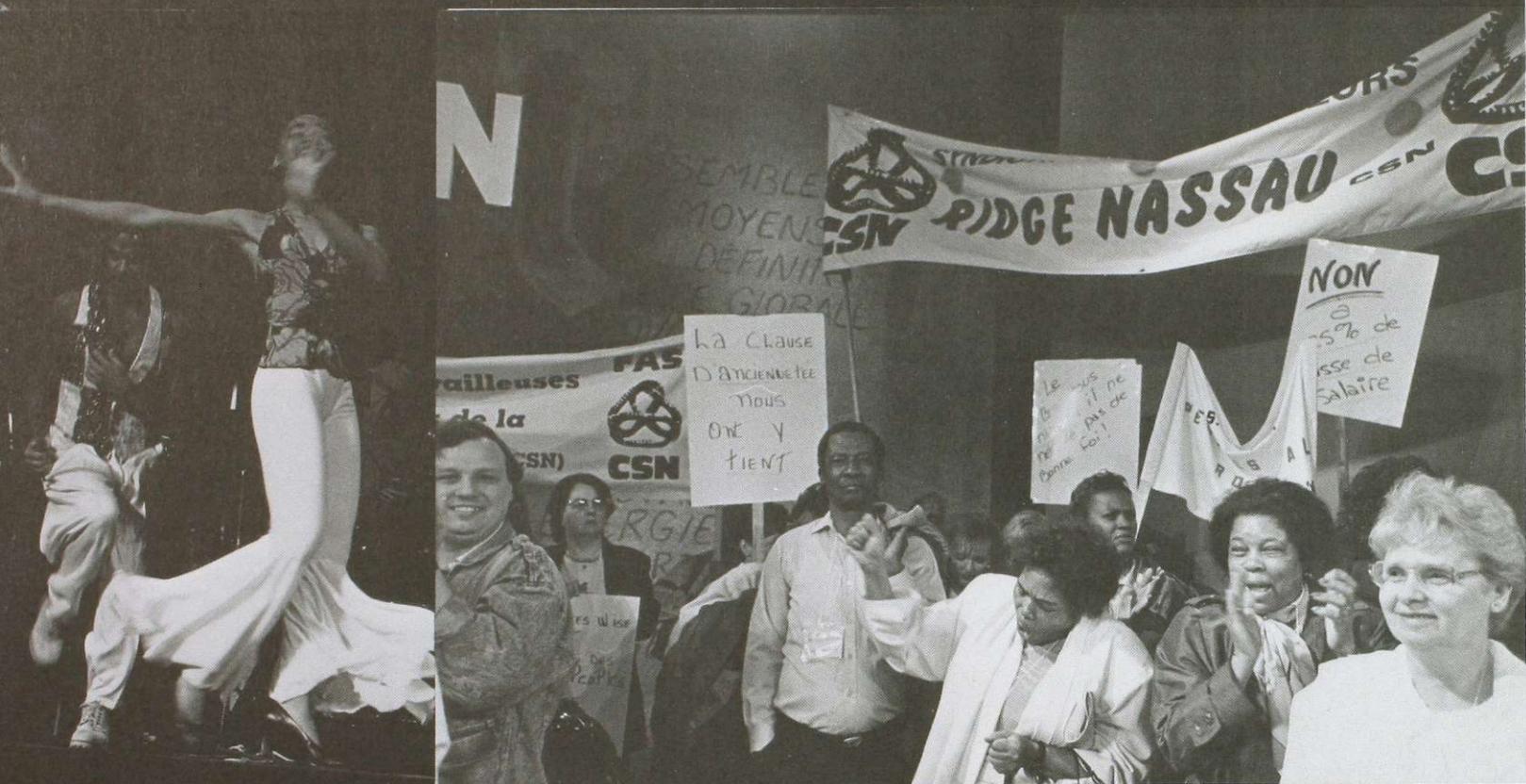
Plusieurs autres militantes et militants sont retournés dans leurs emplois d'origine en partant du mouvement. C'est le cas, par exemple, de **Gisèle Cartier**, vice-présidente de 1978 à 1982, aujourd'hui technicienne à Sainte-Justine. **Géraldine Dumas**, adjointe à l'exécutif dans les années 70, est encore infirmière à l'Hôtel-Dieu.



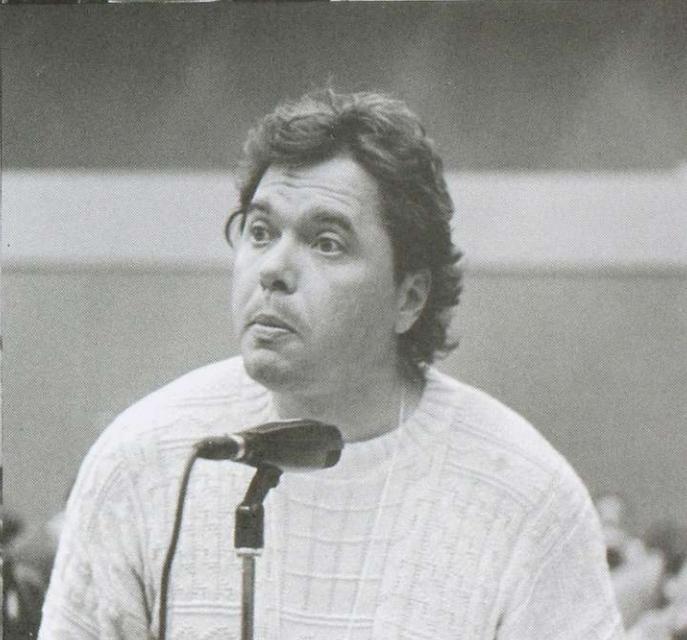
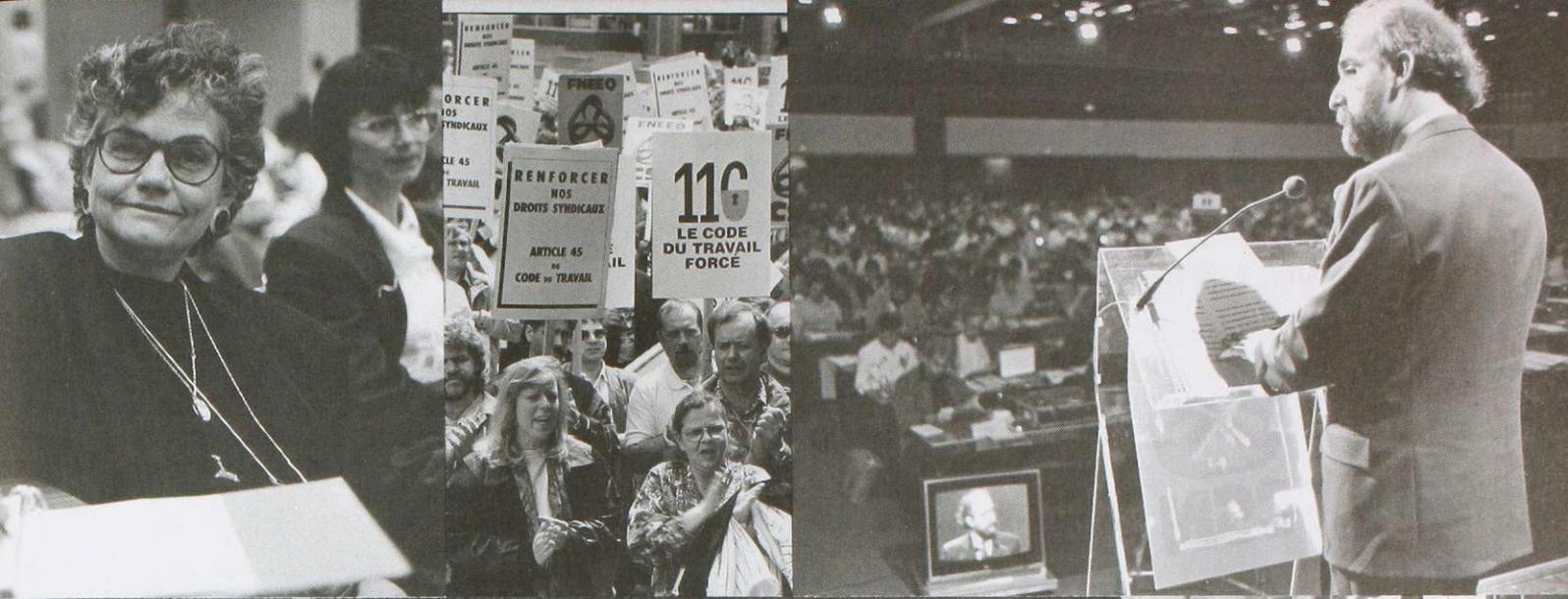
Un congrès. Six jours intenses de débats; de formation accélérée; de discussions entre camarades; de fraternisation intense; d'orientations précisées; de temps forts; d'éclaircissements souvent bienvenus, sur des points où per-



sistaient des interrogations; de déception, suite à certaines décisions. Des applaudissements; de la peine aussi. Des délégués qui interviennent. Des invités d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Europe, qui contribuent à construire



une solidarité à visage différent. Une soirée de musique de tous les continents, qui met la CSN au rythme du monde. Des grévistes qui viennent rappeler le sens du combat syndical. Le coeur à l'ouvrage. Un budget discuté. Un



budget adopté. Des ateliers. Une plénière fertile en rebondissements. Cinq membres du comité exécutif dont le mandat est reconduit. Un nouvel élu. Bâtirente qui dépasse les 50 millions \$. Nous étions 1677 délégué-es.

Portugal

La corruption nuit à la restructuration

Par Jacqueline Rodrigue

COMME PARTOUT dans le monde, le Portugal subit les conséquences des politiques néolibérales. Après avoir connu quatre années de croissance économique, de 1989 à 1992, la décroissance s'est installée. Résultats: hausse du taux de chômage et perte de 200 000 emplois dans les secteurs de la métallurgie, du textile, de la chimie légère et des pâtes et papiers. Comme partout, la priorité devient l'emploi, dans un contexte où il faut se préparer à une plus grande ouverture des marchés européens. «Aujourd'hui, notre économie est basée principalement sur la spéculation financière et le tourisme. Comme peuple, notre dépendance face à l'extérieur va en s'aggravant», de commenter Florival Lança, membre du bureau exécutif de la Confédération générale

des travailleurs portugais (CGTP).

Après la Grèce, c'est au Portugal que l'on retrouve les plus bas salaires de tous les pays membres de la Communauté économique européenne (CEE). Le Portugal est membre de la CEE depuis 1982. En 1992, la CEE créait un Fonds communautaire pour aider les pays plus faibles économiquement à affronter la mise en place d'une nouvelle politique d'ouverture des marchés au sein de la CEE. Ce fonds permet au Portugal de recevoir, jusqu'en 1999, 100 000 \$ par jour afin de restructurer son économie. «Il y a des problèmes de corruption liés à l'administration de ce fonds. Par exemple: une partie des sommes devraient aller au développement régional pour contenir le déplacement des popula-

tions locales. Mais dans les régions, on s'en sert pour construire des routes. Des employeurs en ont reçues pour faire de la formation, mais les salariés n'y ont jamais eu accès. Peu de ces sommes vont dans des activités productives, elles sont détournées dans des comptes particuliers ou des oeuvres de façade, affirme Florival Lança. Le pire, c'est qu'en 1999, nous serons toujours dans la même situation économique et nous serons incapables d'affronter la concurrence liée à l'ouverture des marchés.»

La situation politique et économique qui prévaut au Portugal a amené les organisations syndicales et populaires à se concerter pour protester contre le gouvernement en menant grèves et campagnes afin d'exiger la



Florival Lança

création d'emplois, le relèvement des salaires et le maintien des acquis sociaux. «Il y a de plus en plus d'exclus du marché du travail et nous sommes dans une position de vulnérabilité par rapport à l'extérieur. L'émigration n'est pas une solution. Il nous faut des alternatives politiques», de soutenir Florival Lança.

LE MONDE DE CLÉMENT TRUDEL

Terreur banalisée

DEPUIS CINQ ANS, en Colombie, dix personnes en moyenne sont tuées chaque jour pour des raisons politiques, selon Amnistie Internationale (*Colombie, le vrai visage de la terreur*). De ces dix victimes, cinq sont assassinées et quatre périssent dans des affrontements armés. Par exemple: l'Union Patriotique, formation politique légitimement constituée, déplore en neuf ans la mort de plus de 1500 de ses dirigeants, militants ou sympathisants. Il reste 10 000 guérilleros actifs dans ce pays, mais 20% seulement des morts violentes sont attribuables à la guérilla. «Plus de 70% sont réputées (être) l'oeuvre des forces de sécurité et des groupes paramilitaires.»

La dixième victime de cette violence entre dans la

catégorie du «nettoyage social» de ces «déchets» (sic) que sont les homosexuels, les sans-abri, les enfants de la rue, les prostituées, les petits revendeurs de drogue et les déséquilibrés.

Juillet 1991. Dans la ville de Pereira (département de Risaralda), 60 sans-abri sont tués. Inquiètes, les autorités essaient d'y voir clair. 15 policiers (dont deux haut gradés) seront démis de leurs fonctions par suite de ce «nettoyage».

Déjà, de 1948 à 1957, «la violencia» entre libéraux et conservateurs avait fait 200,000 morts. On en vint à un aménagement, à une sorte d'alternance, mais force est de constater que cette violence, ravivée dans les années soixante, est devenue banalisée. Aujourd'hui, les

cartels de la drogue s'en prennent aux journalistes, aux policiers, aux juges et à quiconque tente de leur résister. Il y a deux ans, le Procureur général de Colombie trouvait décourageante «la fréquence... de certaines pratiques parmi les moins civilisées et les moins démocratiques» dans son pays.

Tout n'est pas cependant perdu dans ce pays meurtri. Les deux principaux candidats qui s'affrontent aux présidentielles du 29 mai ont promis de travailler dans le sens d'un règlement pacifique des conflits. Ernesto Samper (du même parti que le président sortant Cesar Gaviria) jouit pour l'instant d'un léger avantage sur Andres Pastrana, qui dirige une coalition de centre-gauche. Mais il faudrait en parallèle que les alliés de la Co-

lombie cessent de fermer les yeux quand, sous prétexte de lutte à la guérilla, on tue des paysans sans défense. Il reviendrait à Bogota de cesser de donner au terme «terrorisme» une signification tellement floue que cela prend les apparences d'une volonté de «museler toute contestation sociale ou salariale légitime».

Incidemment, la Colombie est le quatrième partenaire commercial du Canada en Amérique latine, avec des échanges commerciaux de 395 millions \$ en 1993. Une mission commerciale s'y rend du 16 au 19 mai; il sera question de télécommunications, de pétrole, de gaz, de transports... La terreur? On l'oublie momentanément, pour mieux étudier de grands projets lucratifs!



Y paraît que...

Z'étaient gelé-es

♠ Z'étaient allé-es s'installer dans un hôtel de la rue Guy. Venaient de l'Abitibi, de Lanaudière et du Bas Saint-Laurent. Z'ont pas eu de chauffage de la semaine. Et z'ont pas eu d'eau chaude pour la douche hier matin. Se sont-ils-z'é/elles lavé-es? Paraît que Jacques (CH dans le bout de Lanaudière) s'est lavé le bout du nez et qu'André (du même CH) s'est lavé à la sambucca. Paule (Caisse pop d'Amqui), elle, a du courage: elle s'est débarbouillée à l'eau froide. Quant à France (le même CH que tantôt), elle a déclaré: «L'eau froide, ça réveille, mais c'est pas mal frette pour les dessours de bras». Ce fut particulièrement difficile pour France, dont c'était la fête, la veille.

...

Baby Face Sandborn

Une déléguée est venue me voir pour que des pressions soient faites auprès d'Arthur Sandborn, le président du Conseil central de Montréal, pour qu'il dévoile son âge lors de sa prochaine intervention au micro. Elle lui suggère également de montrer son permis de conduire sur le grand écran à titre de preuve. La déléguée en question est tannée de jurer sur la tête de tous les saints que Baby Face est né la même année qu'Elvis Presley lançait son grand tube *Don't be Cruel*. Il a peut-être l'air jeune, mais dans la réalité, il est aussi vieux que certaines reliques de l'Oratoire St-Joseph.

...

Un costume pour les salariées

En primeur, le *Quotidien du congrès* vous fait connaître ce qui est appelé à devenir l'uniforme officiel des salariées de la CSN. Nos modèles sont Johanne Alarie et Ti-Pit Larochelle, conseillères remplaçantes à la FAS, à Victoriaville. Le tissu jaune et noir est 100% rayonne. Il y a la version avec plastron jaune (portée par Ti-Pit) et



la version avec camisole noire (portée par Johanne). Les salariés-gars du coin — Jean-Luc Cadieux, Pierre Fournier et Luc Painchaud — ont refusé de «modeler» pour le *Quotidien*. L'uniforme qu'ils portent au travail comprend un bermuda rose et noir, tacheté de vert pomme, et un petit veston en rayonne fuschia avec un motif en pied de poule, couleur jaune banane. Jusqu'à présent, Lucille Poirier, la trésorière de la FAS, a refusé de défrayer le coût de ces uniformes tant et aussi longtemps que les gars n'accepteront pas de se faire photographe. Le *Couche Tard* considère que Lucille a une bonne position de négociation. Le gros bout du bâton, quoi!

...

Mon syndicat du congrès (4)

Un dernier fait d'armes de mon syndicat d'adoption, celui des ouvriers du fer et du titane de Sorel. Le 1^{er} avril

PROTECTION SIDA-MTS

Le congrès est terminé



Les membres sont emballés

1953, le syndicat se dotait d'un journal syndical, *La Masse*. Ce journal a eu une telle influence que c'est depuis ce temps-là que Roger — le mal cité — a toujours les masses en l'air. Et il n'est pas le seul Sorelois à les avoir en l'air. Il y a aussi Louis-Serge Houle, Michel Crête, Chinois Salvail, Rodrigue Lemoyne, Louis Plamondon, Pierre Mondou, Pierre Larouche, Ludger Simard et sa fille Andrée, la femme de Robert.

...

Nos gagnant-es d'hier

Serge Dufour, Véronique Simard, Noëlla Graham, Luce Pelletier, André Maltais, Serge Morneau, Rachel Daoust, Lynda Phelan, Guy Beauregard, Suzanne B. Painchaud, Élisabeth Neve, Rosaire Ducharme, Christine Desbois, Andrée Costana-Étienne, Gontran Imbeault, Jean-Baptiste Lord, Yvan Gagnon, Astrid Mignault, Carmelle Legeault et Jean-Paul Laliberté.

...

Conseil aux ronfleurs

Les rois des ronfleurs au présent congrès sont Raynald Blais et Bruno Leblanc, président et secrétaire du Conseil central de la Gaspésie et des Iles. Ils ont allés visiter les boutiques chinoises du coin à la recherche d'un onguent magique. Ils n'ont rien trouvé. Voici le truc que leur donne le conseiller syndical Gérard-Raymond Blais: comme ce sont deux golfeurs, il suffit simplement de se coller une balle de golf dans le dos. De cette façon, ils pourront dormir sur le dos et partager la même chambre. Éviter d'avaler.

...

Bon retour

Nous vous souhaitons un bon retour et, si vous êtes en automobile, nous vous enjoignons de respecter le code de la route, car vous risquez d'en manger toute une, comme moi.



Le Couche Tard

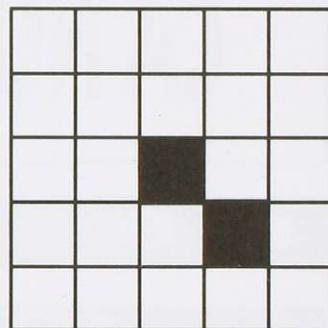
La photo du jour



Bon retour

Rosie et Mike Ivillak, du syndicat des dispensaires de la Baie d'Hudson, sont repartis heureux avec un T-shirt du *Couche Tard*. Un beau p'tit couple avec 7 enfants. De vrais *Couche Tôt*. Faites-en autant.

Mots croisés



Horizontal

1. Ville natale de Pierre Paquette.
2. De l'alpha à ...
3. Ingurgité à l'envers. Partie dure du corps humain.
4. Trois en latin et en lettres mêlées.
5. Créée en lettre mêlées.

Vertical

1. On y met les bagages.
2. Tire moins vite que Lucky Luke.
3. Note de la gamme. Infinitif.
4. Le moi... même le super moi.
5. Qui manifeste une grande fatigue physique (*fém.*).

Réponse au mot croisé d'hier

C	O	E	U	R
R	U		T	A
O	V	N	I	S
I	R		L	E
X	E	R	E	S



ÇA NOUS A FAIT PLAISIR!

**L'ÉQUIPE DU
QUOTIDIEN
DU CONGRÈS
ET DE NOUVELLES CSN**

LE BABILLARD

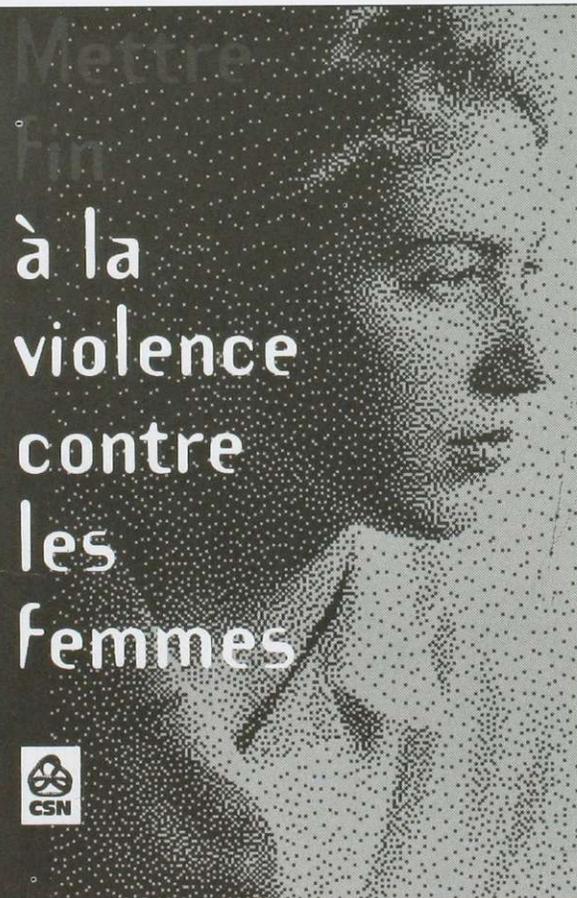
**LA NUIT
DES GARDERIES**

**Grand spectacle
au profit de la lutte
des travailleuses
en garderie**

**DIMANCHE
LE 29 MAI**

**Maison de la Culture Frontenac
(métro Frontenac, Montréal)**

**Pour plus d'informations:
Syndicat des travailleuses en garderie
de Montréal-CSN (522-8697)**



EN VENTE AU CENTRE DE DOCUMENTATION CSN: (514) 598-2151